

DOC. DE LA SESSION No 18

1835.

province. Mais le bill n'ayant pas passé, il demande si sur le paiement de £800 pour les quatre acres le lieutenant-gouverneur lui donnerait un titre légal. Dans ce cas, il proposerait de recommander l'application de cette somme ainsi que d'autres provenant des réserves à une partie du paiement du terrain pris ou endommagé par la construction du canal Rideau. Page 65

Rowan à Nichols. Il transmet une copie de la correspondance relative aux réserves militaires. Aucune partie de ces réserves qui auront été mises de côté et qui ne sont plus nécessaires, ne sera mise à la disposition du département de l'Artillerie. Le lieutenant-gouverneur a été autorisé à louer des parties des réserves de Niagara, mais il ne l'a pas fait, autant à cause des objections que soulevait la population de Niagara qu'à cause de la difficulté de trouver de bons locataires. Le lieutenant-gouverneur ne se croit pas autorisé à livrer les terres de la Couronne à l'Artillerie, excepté celles qui pourraient servir aux fortifications ou aux travaux de l'artillerie. Buts auxquels les revenus des ventes peuvent être appliqués. Le lieutenant-gouverneur ne vendra pas de lots séparés des réserves de Niagara aux spéculateurs, car cela défigurerait les rives. En vendant les réserves de Toronto, plusieurs objets importants pour la province ont été atteints. 67

5 septembre,
Sandwich.

McDonagh à Glenelg. Son désappointement au sujet des projets qu'il avait formés en venant au Canada. Il cherche la position de maître d'école de district. Il transmet les certificats qui établissent ses capacités. 47

Inclus. Certificats de McDonagh. 474

11 septembre,
Berwickshire.

Barbaria Herriot à Glenelg. Il désire savoir si le terrain vendu par le shérif dans le Bas-Canada peut être racheté au bout d'un certain temps par le propriétaire originaire. 344

3 octobre,
Baltimore.

Browne au secrétaire des Colonies. Il ne peut pas expliquer plus clairement les griefs des sujets anglais maintenant aux Etats-Unis, lesquels, sur la promesse de Colborne faite sous le sceau de la province, ont immigré dans le Haut-Canada afin de s'emparer des terrains qu'on disait leur être donnés dans le canton de Seymour. 210

Anonyme à Browne. Glenelg désire l'informer que la manière adoptée dans ses communications l'empêche de bien comprendre les plaintes qu'il formule contre les autorités du Haut-Canada, et il n'a pas, à l'heure qu'il est, apporté de raisons nouvelles. Glenelg ne se croit pas alors justifiable de donner des instructions spéciales au lieutenant-gouverneur. Au sujet de sa demande de rémunération, il n'y a pas de fonds applicables à ce but. 221

Pétition de Browne. Il attire l'attention sur l'excitation qui existe aux Etats-Unis à cause des tentatives faites par des délégués partisans de la politique anti-dîme d'O'Connell d'établir une alliance entre les protestants et les Irlandais catholiques des Etats-Unis. L'opposition a été soulevée par lui et ses amis. 223

Browne à Peel. Il expose, en faveur du comité spécial des royalistes, que cette question est importante pour plusieurs milliers de sujets anglais. Il expose leurs griefs réels et la manière insultante avec laquelle ils ont été traités par Peter Robinson. A moins que ces griefs ne soient réparés, l'attachement de beaucoup de fidèles sujets anglais disparaîtra. Leurs efforts pour réfuter les calomnies répandues contre la Grande-Bretagne; il se plaint du traitement que les sujets anglais ont reçu de Buchanan, le consul, et des exactions illégales que ce dernier a exercées; il cite des exemples. Liste des membres de l'Association Adélaïde. 228

Peter Robinson à Browne. La demande par l'Association Adélaïde de terres dans le canton Seymour a été renvoyée au Conseil par Colborne, et le Conseil a recommandé que ces terres, accordées à l'éducation, soient vendues 10s. l'acre, et que cette proposition restât pendante jusqu'à ce